

Conditions générales d'utilisation des formulaires en ligne « Obtenir l'avis la Miviludes » et « Informer la Miviludes d'une dérive sectaire »

Conditions générales d'utilisation des formulaires en ligne :

<https://contacts-demarches.interieur.gouv.fr/miviludes/obtenir-l-avis-de-la-miviludes/> ».

<https://contacts-demarches.interieur.gouv.fr/miviludes/informer-la-miviludes-d-une-derive-sectaire/>

Définition et objet

Les formulaires sont mis en œuvre par la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes) chargée de l'observation des agissements sectaires attentatoires aux droits fondamentaux de la personne humaine ou contraires aux lois et règlements ; de la coordination de l'action préventive et répressive des pouvoirs publics ; de la mise en œuvre d'actions d'aide aux victimes ; de l'information et de la formation des agents publics et des magistrats ; et enfin d'informer le public sur les dangers auxquels les dérives sectaires l'exposent.

Deux formulaires distincts permettent à tout usager –particulier ou professionnel – :

- soit de solliciter l'avis de la Miviludes sur un risque de dérive sectaire lié à un mouvement, une organisation ou à une situation particulière ;
- soit de signaler ou d'apporter un témoignage sur une situation d'emprise potentiellement sectaire.

La notion de dérive sectaire vise les atteintes pouvant être portées, par tout groupe ou individu, à l'ordre public, aux lois et règlements, aux libertés fondamentales et à la sécurité ou à l'intégrité des personnes par la mise en œuvre de techniques de sujétion, de pressions ou de menaces, ou par des pratiques favorisant l'emprise mentale et privant les personnes d'une partie de leur libre arbitre.

Dans le strict respect de la liberté de conscience et conformément au principe républicain de laïcité, la Miviludes s'interdit de porter quelque jugement de valeur que ce soit sur les doctrines ou les croyances en tant que telles. Elle fonde son évaluation du risque sur des critères dont : la déstabilisation mentale qui est au cœur de la dérive de sectaire ; le caractère exorbitant des exigences financières ; la rupture avec l'environnement habituel ; l'existence d'atteintes à l'intégrité physique ; l'embrigadement des enfants ; un discours antisocial ; les troubles à l'ordre public ; l'importance des démêlés judiciaires ; le détournement des circuits économiques traditionnels ; les tentatives d'infiltration des pouvoirs publics.

Caractéristiques techniques

L'utilisation des formulaires requiert une connexion et un navigateur internet. Le navigateur doit être configuré pour autoriser les cookies de session. Afin de garantir un bon fonctionnement du formulaire, il est conseillé d'utiliser les versions de navigateurs suivantes :

- Firefox version 31 et supérieure
- Safari version 7 et supérieure
- Internet Explorer version 10 et supérieure
- Chrome version 35 et supérieure

Enregistrement et traitement des saisines

L'utilisation des formulaires est subordonnée à l'acceptation par l'utilisateur des présentes conditions d'utilisation.

L'usage de la langue française est recommandé.

Lors de l'utilisation du formulaire, l'utilisateur s'identifie en complétant les renseignements demandés dans le formulaire, dont certains signalés par un astérisque sont obligatoires : Nom, prénom, code postal, ville, pays, adresse électronique valide.

L'adresse électronique peut être utilisée pour l'envoi de toute réponse de l'autorité administrative compétente relative à la demande. L'autorité administrative se réserve le droit de répondre par voie postale.

L'utilisateur peut éventuellement inscrire un numéro de téléphone qui peut être utilisé par les agents de la Miviludes pour un entretien avec l'utilisateur.

L'utilisateur peut joindre des pièces dans des formats standards (PDF, DOC, DOCX, RTF, TIF, PNG, JPG, JPEG, ODT). La taille maximale de chacun des fichiers ne peut excéder 2 mégaoctets, avec un maximum de 3 fichiers.

Il est affiché à l'écran un récapitulatif des éléments renseignés par l'utilisateur afin que celui-ci puisse les vérifier et les confirmer.

Les données du formulaire sont intégrées dans le système de gestion électronique des courriers de la Miviludes qui a fait l'objet d'une déclaration auprès de la CNIL (déclaration enregistrée sous le numéro 1915060 v 0 du 13 janvier 2016).

Destinataires des données

Seuls les agents affectés à la Miviludes ont accès au système d'information où sont enregistrées les informations transmises. Ces agents ont une obligation de discrétion et de respect de la confidentialité des informations auxquels ils accèdent.

Le respect de la confidentialité des informations transmises ne s'oppose pas, le cas échéant, à la transmission d'informations :

- aux autorités publiques qui ont besoin d'en connaître pour engager des actions de vigilance ou de contrôle dans leur domaine de compétence et dans le cadre de la réglementation en vigueur ;
- au procureur de la République lorsque cette transmission comprend des faits susceptibles de recevoir une qualification pénale.

Disponibilité et évolution du formulaire

Les termes des présentes conditions d'utilisation peuvent être amendés à tout moment, sans préavis, en fonction des modifications apportées au formulaire, de l'évolution de la législation ou de la réglementation, ou pour tout autre motif jugé nécessaire. A compter de l'ouverture du formulaire, le formulaire est disponible 7 jours sur 7, 24h sur 24. La Miviludes se réserve toutefois la faculté de faire évoluer, de modifier ou de suspendre, sans préavis, le formulaire pour des raisons de maintenance ou pour tout autre motif jugé nécessaire.

Droit des personnes concernées

En application des dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, l'utilisateur des présents formulaires dispose du droit de demander au responsable du traitement des données à caractère personnel, leur rectification ou leur effacement, ou la limitation de leur traitement. Il peut saisir le responsable à l'adresse : miviludes@interieur.gouv.fr. Elle peut également s'adresser au délégué à la protection des données du ministère de l'intérieur, Place Beauvau, 75008 Paris, au sujet de toute question relative au traitement de ses données à caractère personnel et à l'exercice de ses droits.

Enfin, la personne concernée par les données enregistrées dans le traitement dispose du droit d'introduire une réclamation auprès de la (CNIL) 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX.

Le ministère de l'intérieur s'engage à prendre toutes précautions utiles pour préserver la sécurité des données collectées auprès de l'utilisateur, et notamment empêcher qu'elles soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès.

Le ministère de l'intérieur s'engage à n'opérer aucune commercialisation des informations et documents transmis par l'utilisateur au moyen du formulaire, et à ne pas les communiquer à des tiers, en dehors des cas prévus par la loi.

Textes officiels

- Décret n°2020-867 du 15 juillet 2020 modifiant le décret n° 2002-1392 du 28 novembre 2002 instituant une mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires.
- Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.
- Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données